



DÉCLARATION DES ÉLUS CGT AU C.T.A. DU 9 janvier 2013

Les différents documents et échanges préparatoires à ce CTA dessinent les grandes lignes de la rentrée 2013. Il nous semble important de rappeler ici que nous ne nous satisfaisons pas d'une rentrée qui se fait sur la base des réformes des années précédentes, en particulier la réforme du lycée, la généralisation du bac pro 3 ans, la mise en place du livret de compétences, pour ne citer que les principales.

Concernant les moyens en poste pour la prochaine rentrée, nous notons évidemment comme un fait positif la créations d'emplois d'enseignants, 400 emplois dans le second degré et 439 emplois dans le premier degré. Pourtant, l'ensemble de ces créations intervenant après des années de baisses des postes, ne permet pas d'inverser complètement la tendance. En effet, nous sommes dans une telle situation de manques cumulés que ces nouveaux postes permettront de remplacer les départs en retraite, de répondre en partie à la montée des effectifs élèves et de saupoudrer quelques moyens humains supplémentaires dans les zones sensibles. Mais beaucoup reste à faire pour permettre d'améliorer nettement le P/E, de pratiquer les dédoublements nécessaires dans les classes, de redonner des moyens de remplacement, de garantir une inscription au lycée à tous les jeunes de l'académie, bref d'assurer la réussite de tous nos élèves. Nous n'avons eu aucun document indiquant l'évolution des postes des personnels administratifs, de santé et sociaux dont le nombre est pourtant très insuffisant dans notre académie.

L'établissement de la carte des formations s'établit chaque année un peu plus en partenariat avec la région. Nous nous opposons à cette « régionalisation » de l'enseignement professionnel, qui devrait encore se renforcer avec la mise en route annoncée de l'acte III de la décentralisation. Nous sommes attachés à un pilotage ministériel et académique garant de l'égalité des trois voies du lycée et du maintien de l'enseignement professionnel initial dans les missions de l'éducation nationale. Dans l'état actuel des choses, nous avons souvent l'impression que région et rectorat « se renvoient la balle » et il est parfois difficile pour les personnels et leurs représentants d'obtenir des réponses claires. Comme chaque année les demandes d'évolution de structures nous sont présentées comme émanant « des établissements », ce qui veut dire dans les faits qu'elles ont été réfléchies, portées le plus souvent par le-la chef d'établissement et/ou le-la chef des travaux, alors que les enseignants des lycées professionnels en contact quotidien avec les entreprises du bassin, les familles, les référentiels, ne sont que trop rarement consultés, ou pas pris en compte lorsqu'ils ont des propositions.

Nous déplorons la disparition des passerelles de l'enseignement professionnel vers l'enseignement technologique, celles-ci permettaient à des élèves en grande difficulté au collège de construire leur projet de formation lors de leurs deux années en lycée professionnel puis d'intégrer une classe d'adaptation pour obtenir finalement un baccalauréat technologique en 4 ans. Le choix des familles sera maintenant limité à des parcours en trois ans vers la Seconde générale et la Première technologique, parcours qui ne permettront pas la réussite des élèves les plus fragiles, ou à l'orientation vers un baccalauréat professionnel en trois ans n'ouvrant pas les mêmes possibilités de poursuite d'étude, c'est le cas par exemple pour la filière sanitaire et sociale.

CGT Educ'action-Versailles 245, boulevard Jean Jaurès 92100 BOULOGNE BILLANCOURT

☎ : 01.46.09.98.70 - e-mail : uasenver@wanadoo.fr ☎ portable : 06.70.95.03.30

🌐 site web CGT Educ'action-Versailles : <http://www.premiumorange.com/uasenver/>



La mise en place du Bac pro Gestion Administration se passe dans de mauvaises conditions, alors même, nous le savons, que ce sont ces filières qui posent le plus de problèmes quant à l'insertion professionnelle. Les jeunes qui s'y trouvent n'ont souvent pas choisi cette orientation ou alors n'ont pas compris vers quels métiers elle les conduirait. Mettre à trente par classe en Seconde professionnelle GA les élèves les plus en difficulté des classes de Troisième avoisinantes, sans nous donner les moyens de les aider à construire un projet d'insertion professionnelle réaliste et de remédier à leurs difficultés d'apprentissage génère de la souffrance et de la violence pour les jeunes et pour leurs enseignants. Le passage de la validation des diplômes en Contrôle en Cours de Formation s'ajoute encore à toutes ces difficultés et à la charge de travail des enseignants. Lorsque cela fonctionne de manière plutôt satisfaisante, comme c'est le cas au lycée professionnel Gustave Eiffel de Rueil Malmaison, on ferme les sections et on met à la porte les jeunes et leurs enseignants...décidément, il n'est pas facile de croire au soutien de son administration lorsque l'on travaille dans de telles conditions.

En ce qui concerne l'enseignement professionnel dans les filières industrielles, nous dénonçons, comme nous le faisons depuis plusieurs années, l'absence de perspectives de développement et d'évolutions. En effet il n'y a que ... ouvertures de sections pour Fermetures. Plusieurs établissements sont porteurs de projets réfléchis, portés par les équipes, en cohérence avec les débouchés sur le bassin d'emploi et en adéquation avec le public d'élèves concernés. Il nous semble qu'il y a là une volonté nette de laisser cet enseignement professionnel entre les mains des centres d'apprentissage et des patrons. Certes cet enseignement demande un investissement en équipement et en personnel mais il conduit vers l'emploi des jeunes les plus souvent issus de milieux populaires et en échec scolaire au collège ou encore avant. Les patrons signent difficilement des contrats d'apprentissage sur 3 ans pour le Bac pro, le taux d'échec des apprentis est élevé et l'avenir professionnel des jeunes qui sortent d'apprentissage sans diplômes est encore plus sombre que celui des lycéens en formation initiale en lycée.

Nous attendons des ouvertures de sections de CAP et de sections de Première professionnelle afin de permettre de reconstruire des parcours de formation en 4 ans, indispensables à un certain nombre des élèves orientés par défaut vers l'enseignement professionnel, il n'y en a pas !

La « revalorisation de la voie professionnelle » n'est donc pas à l'ordre du jour, c'est plutôt l'abandon des formations et des élèves de l'enseignement professionnel initial sous statut scolaire qui semble se préparer. La CGT Educ'action apporte son soutien à l'ensemble des équipes qui défendent la qualité et les missions de cette voie de formation.

Les élus **CGT** au C.T.A.

Marie BUISSON

Jean-Pierre DEVAUX

CGT Educ'action-Versailles 245, boulevard Jean Jaurès 92100 BOULOGNE BILLANCOURT

☎ : 01.46.09.98.70 - e-mail : uasenver@wanadoo.fr ☎ portable : 06.70.95.03.30

🌐 site web **CGT** Educ'action-Versailles : <http://www.premiumorange.com/uasenver/>